

# « 2023 ne doit pas être une année perdue »

Interview de Jean Faniel  
par Quentin Joris

**A**près un millésime politique 2022 marqué par un « empilement de crises » et lors duquel il est parfois devenu difficile de rester optimiste, que nous réserve 2023 ? Cette interview revient sur l'année politique écoulée et aborde celle qui s'annonce : une année préélectorale au cours de laquelle les défis ne manqueront pas.

**L'Écho :** Peut-on espérer des réformes structurelles de la part de nos gouvernements en 2023 ?

**Jean Faniel :** Ces derniers temps, on se demande ce qui va nous tomber sur le coin de la figure lorsqu'on lève nos verres le premier de l'an. On a eu la crise sanitaire, les inondations, l'offensive en Ukraine, la sécheresse... Il y a désormais une appréhension : on va fêter une nouvelle année, on va vouloir oublier la précédente, mais pour aller vers quoi ? À côté de cela, on se trouve en Belgique face à un système qui génère ou qui entretient des difficultés, avec une participatie qui dirige encore largement la conduite des gouvernements.

En même temps, ces partis qui se veulent encore relativement puissants sont fortement affaiblis, c'est d'ailleurs le cas des trois familles politiques traditionnelles à des degrés divers. Elles ont du mal à faire émerger de nouvelles personnalités, surtout en Flandre.

**Au-delà des problèmes internes aux partis, notre structure institutionnelle ne facilite pas la gouvernance. Les francophones ne doivent-ils pas procéder à une réorganisation de leurs structures avant d'éventuelles négociations institutionnelles en 2024 ?**

Du point de vue institutionnel, on est dans une situation assez contrastée. Il y a d'abord une initiative de la part du gouvernement fédéral pour préparer une réforme institutionnelle sur la base d'une consultation en ligne dont on attend les résultats. Côté francophone, on a l'impression que les présidents de parti ne se parlent guère à ce propos ou alors de manière très discrète. Ce qu'on sait, c'est que leurs positions semblent assez éloignées et même mouvantes à certains égards.

Paul Magnette, président du PS, le principal parti francophone, a, par exemple, longtemps été favorable à un fédéralisme à quatre Régions. Mais en 2022, il s'est montré plutôt réticent à l'égard de celui-ci. On n'y voit plus très clair. Il y a d'autres cas de changements de posture, comme celui du régionaliste Pierre-Yves Jeholet (MR), lequel a été mis à la tête de la Communauté française et semble défendre l'institution. Pour l'instant, on a le sentiment que cette Fédération Wallonie-Bruxelles trace son sillon et que la Région wallonne fonctionne dans son coin. L'impression est vraiment qu'on ne se parle guère côté francophone, mais il y a pourtant un enjeu qui est devenu crucial : celui des finances publiques.

**Sans vouloir jouer les Cassandre, l'état des finances francophones est franchement inquiétant. Si rien ne bouge, ne risque-t-on pas d'arriver comme un « oiseau pour le chat » face à la Flandre dans la négociation d'une réforme de l'État ?**

Les finances publiques en Wallonie sont dans un état particulièrement préoccupant alors que du côté de la Communauté française, les choses ne se sont pas améliorées ces dernières années. Transférer l'exercice de compétences de celle-ci à la Région sans l'accompagner des moyens correspondants est devenu beaucoup plus difficile, voire impossible, et cela pourrait remettre en question les positions des régionalistes wallons. Mais cela ne semble pas être au menu des discussions. Est-ce la stratégie de l'autruche ? Est-ce lié à l'impression qu'il n'y a de toute façon pas de front côté flamand pour refuser un nouveau gouvernement sans réforme de l'État ? C'est peut-être se voiler la face dans la mesure où la N-VA a clairement remis sur la table ces dernières semaines une position nationaliste pour aller vers un confédéralisme, comme ils l'appellent, qui est assez ferme. On est à un an et demi des élections et il n'est toutefois pas certain que cela pourra vraiment passionner les électeurs. C'est un choix, un pari, que fait la N-VA. Sur fond d'un Vlaams Belang en tête des sondages, rappelons-le.

**Plus globalement, avec un déficit de 6 % et une dette de 635 milliards d'euros, la situation budgétaire de la Maison Belgique n'est vraiment pas reluisante. Des réformes ne sont-elles pas indispensables pour remettre de l'ordre avant l'échéance électorale ?**

Ce sera un enjeu important. Sur les pensions, la volonté est que la réforme soit budgétairement neutre. Les premiers travaux qui ont été menés ne le sont manifestement pas. Cela dit, on parle seulement de quelques dixièmes de pour cent de PIB. À ce propos, j'ai l'impression que la symbolique des chiffres et de l'équilibre budgétaire prend parfois le dessus sur une réflexion sur la société, son état actuel et son état futur. Quant à une réforme de la fiscalité, elle pourrait être dessinée, voire adoptée sous cette législature, mais cette question semble tout sauf résolue. Pour l'heure, les partis sont tellement en train de marquer leur territoire et de montrer qu'ils ont des positions éloignées qu'on ne sait même pas s'il y aura une voie tracée sous cette législature.

**C'est une perte de temps alors ?**

Ce ne le serait pas s'il y avait au moins des groupes de travail, indépendants ou politiques, qui déblayaient le terrain. Le problème, c'est que, cette année, on a vu deux groupes d'experts remettre des conclusions, mais, rapidement, on a eu l'impression qu'à la faveur des vacances, d'une part, de quelques sorties du président du MR Georges-Louis Bouchez, d'autre part, leurs rapports étaient enterrés. Et donc, tout le monde dit qu'il va falloir une réforme fiscale, laquelle impliquera de poser des choix avec des impacts budgétaires, mais en même temps, on se retrouve avec la paralysie de la participatie.

**Ce n'est pas très optimiste...**

Un élément qui est frappant quand on regarde les questions budgétaires d'un point de vue politique, c'est qu'on fait des calculs à moyen, long ou très long terme, ce qui est logique et nécessaire. Mais il y a un an, nous ne savions pas que Vladimir Poutine prendrait la décision d'envahir l'Ukraine. Il y a énormément d'incertitudes. Le politique est confronté à une question de temps : on voudrait des réformes à long, voire à très long terme – que ce soit en matière budgétaire, mais aussi climatique ou de mobilité –, mais cela implique aussi de faire face à des questions à une échéance de six mois ou un an, c'est très difficile à gérer. Il faudrait vraiment que 2023 ne soit pas une année perdue, une année encore un peu plus catastrophique. Il y a un mélange d'optimisme et de pessimisme face à cela.

**Nous avons évoqué les pensions et la fiscalité, mais un autre grand chantier au niveau fédéral, c'est la réforme du marché du travail. Il y a eu un premier *jobs deal*, un second pourrait suivre, d'après vous ?**

Le premier accord sur l'emploi, qui a très fortement courroucé les syndicats, commence à être mis en œuvre en cette fin d'année 2022. La contraction de la semaine de travail sur quatre jours, qui est très loin de ce que réclamaient les organisations syndicales, à savoir une réduction du temps de travail, est cependant une mesure qui a marqué une profonde tension au sein du monde socialiste entre le syndicat et les partis.

**Vous voulez dire que le PS aurait plus à perdre qu'à gagner à poursuivre les réformes ?**

Depuis le début de la législature, les socialistes ont pu accrocher certaines plumes à leur chapeau, mais ont dû également faire des concessions fortes (âge de la retraite, loi de 1996) et on a le sentiment qu'ils ne sont plus en recherche de nouvelles victoires. De plus, c'est un parti qui est en difficulté sur le plan de la gouvernance, avec les affaires des Parlements wallon et européen. La réforme fiscale et le plan de relance, que pilote Thomas Dermine, pourraient toutefois constituer des éléments importants pour eux en 2023.

**En matière d'énergie, la question du nucléaire risque encore d'être l'objet de crispations au sein du gouvernement. La prolongation pour dix ans de deux réacteurs reste dure à avaler pour les écologistes. Pourraient-ils aller plus loin ?**

C'est vraiment contraints et forcés que les écologistes ont dû accepter en mars la prolongation des réacteurs de Doel 4 et Tihange 3. Mais petit à petit, on en est venu à se demander s'ils n'allaient pas devoir lâcher plus. Résultat : ils finissent par se raccrocher comme à une bouée à cet accord disant qu'on va prolonger deux réacteurs et pas davantage. Un nouveau changement de contexte pourrait les obliger à bouger encore, mais ce ne serait pas simple.

À l'aune des sondages, il paraît aussi clair que les résultats ne sont pas resplendissants pour Écolo. Cela ne peut cependant pas être attribué à une cause unique. La difficulté pour ce parti reste d'arriver à tirer son épingle du jeu avec des rapports de force qui sont parfois bons à la suite d'une victoire électorale, mais avec des contextes qui se détériorent relativement rapidement et avec des partenaires qui ne leur font pas de cadeaux, quel que soit le niveau de pouvoir.

**Au vu du paysage politique morcelé, on s'expose à un nouveau long blocage pour former un gouvernement après le scrutin de mai 2024 ?**

Notre modèle, si on peut appeler ça un modèle, est à bout. On a des législatures fédérales qui se raccourcissent au début étant donné les très longs délais de formation, mais aussi à la fin, puisque tout le monde entre déjà en précampagne un ou deux ans à l'avance. Tout devient donc extrêmement difficile. Cela dit, on ne voit pas ce qui pourrait prendre sa place vu sa complexité. Le risque existe clairement qu'on se retrouve à nouveau dans les lendemains d'élections avec un dialogue de sourds entre partis.

**Qu'attendre, en 2023, en Région bruxelloise ?**

Chacun va vouloir essayer de marquer des points d'une certaine manière, avec le risque que ce soit finalement une neutralisation de tous. À Bruxelles, par exemple, Bernard Clerfayt (Défi) risque d'être attendu au tournant sur son bilan en matière d'emploi. Les Verts tenteront quant à eux probablement de rattraper la sauce sur les questions de mobilité sur lesquelles ils paraissent en mauvaise posture. Du côté du logement, Nawal Ben Hamou (PS) voudra montrer que la législature n'a pas été perdue, que des investissements ont été faits et que certaines questions sont résolues. Le tout dans un contexte budgétaire difficile, mais pas autant qu'en Wallonie. Cela dit, le refinancement de Bruxelles via la sixième réforme de l'État pourrait, selon certains, rapidement devenir insuffisant. Le risque de neutralisation en 2023 est donc important, mais on peut espérer qu'il y ait une sorte de paix des braves et que des lignes politiques soient assez clairement définies et assumées.

Cet article a été publié dans : *L'Écho*, 28 décembre 2022, pages 6-7.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Jean FANIEL (interviewé par Quentin JORIS), « "2023 ne doit pas être une année perdue" », *Les @nalyzes du CRISP en ligne*, 28 décembre 2022, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).